L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $10 { payable d'avance
PAROIT TOUS LES MATINS.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 5 JUIN 1841.

POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON.

CAPTURE D'UN PIRATE.

Il résulte d'une lettre adressée par M. W. B. G. Taylor, officier de Douane en station à la Balise, adressée à M. Prieur, collecteur, et communiquée par ce dernier au Picayune, qu'un batiment pirate vient d'être arrêté aux bouches du Mississipi, par M. Taylor lui même.

La lettre porte qu'ayant été prévenu qu'il y avait dans ces parages un pirate ou contrebandier, M. Taylor se rendit à *North Point* avec le bateau du R. U. *Izard* où il trouva en effet une goelette entièrement peinte en noir et alors à l'ancre. Il a trouvé six hommes à bord qui lui ont dit que le capitaine était absent, mais qu'ils allaient passer l'été à pêcher ainsi que le prouvait la licence dont le capitaine était muni. Sur cette réponse, il est retourné à bord du *Izard*, mais le lendemain matin il allait faire une seconde visite lorsqu'en passant près de la goelette un homme s'est jeté à la mer en criant au secours et nageant vers le *Izard*, où il a été recueilli. Cet homme a dit se nommer Thompson, avoir été enlevé de force (*kidnapped*) à la Mobile et que le batiment était un pirate ayant beaucoup d'armes cachées. Sur cela un ordre a été donné à bord, les armes ont été trouvées et le batiment capturé avec l'équipage.

Annexée à cette lettre M. Taylor envoie une copie d'un document contenant les clauses de l'association des pirates et la manière dont ils leurs principes.

On ajoute qu'il y a d'autres documens qu'on ne peut pas encore publier.

Ce qui est certain, c'est qu'un pirate, un vrai pirate, bien pourvu d'armes, ne se serait pas laissé si facilement capturer.

EXTRADITION.—NEW-YORK.—VIRGINIE.—MARYLAND

L'attitude prise par le pouvoir exécutif de New-York en méconnaissant les droits constitutionnels des Etats du Sud est un fait d'une très grande importance et qui doit fixer la sérieuse attention de tous ceux qui ont à cœur le maintien de l'Union et de l'indépendance des Etats.

Le Gouverneur, on le sait, a refusé et persiste à refuser l'extradition de quelques individus accusés par l'Etat de la Virginie d'enlèvement d'esclaves, seul le singulier prétexte que le fait dont on les accuse n'est pas un crime d'après les lois de New-York ni d'après le droit des gens; comme si ce cas n'était pas prévu par la Constitution des Etats-Unis, ainsi que le prouve la citation suivante, article IV, section II : "Toute personne accusée, dans n'importe quel Etat, de trahison, félonie ou autre crime, qui échappera à la justice et se trouvera dans un autre Etat, sera, sur demande du pouvoir Exécutif de l'Etat d'où elle a fui, livrée et reconduite dans l'Etat qui doit connaître de l'affaire."

Mais ce n'est pas assez de constater le droit de la Virginie, nous devons l'étayer de toute notre sympathie; car sa cause c'est notre cause, son droit c'est notre droit, non seulement comme membres de la confédération Américaine, ayant intérêt, par conséquent, à l'exécution de la Constitution, mais encore comme habitans du Sud, comme possesseurs d'esclaves. Et en effet, de jour où la doctrine professée par l'Etat de New-York sera adoptée par quelques Etats et tolérée par les autres, notre droit de propriété sera illusoire, ou plutôt notre droit aurait cessé d'exister et alors une association seule pourrait nous protéger.

En présence de ces déplorables conséquences que nous ne faisons qu'indiquer, il est évident qu'une intervention pacifique et légale nous est impérieusement commandée par les circonstances.

Que des résolutions soient donc adoptées par toutes les législatures des Etats à esclaves à l'effet de déclarer inconstitutionnelle la conduite de l'Etat de New-York dans son déniclit récent avec la Virginie, et de protester hautement contre la doctrine qu'il professe à ce sujet, et que des copies de ces résolutions soient envoyées à nos représentans au Congrès, et aux Gouverneurs de tous les Etats de l'Union.

Déjà l'Etat du Maryland a pris l'initiative et sa législature vient d'adopter un préambule et des résolutions tendant à constater le droit constitutionnel du Sud et à blamer l'Etat de New-York pour n'en avoir pas tenu compte.

Que cet exemple ne soit pas le seul : il est du devoir de tous les Etats de l'imiter; car si tous n'ont pas de propriétés *de cette nature* à protéger, tous, sans exception, ont juré obéissance à la Constitution des Etats-Unis, et tous ont intérêt au maintien de l'Union.

Iowa.—Nous citions dernièrement les paroles d'un voyageur à l'occasion des progrès du territoire de l'Iowa; voici un fait qui les confirme énergiquement: l'emplacement de la ville d'Iowa qui doit être la capitale de ce territoire, a été choisi le 1er. mai 1839; le 1er. juin suivant cet emplacement était arpenté et cadastré; en septembre 1840, c'est à dire quatorze mois à peine après le commencement des travaux, elle contenait une population de 7,30 habitans, une église, une école primaire, un hotel spacieux, quatre édifices construits en briques et une centaine de maisons sur lesquelles on comptait dix magasins de marchandises sèches, une pharmacie, une sellerie, trois ou quatre cafés. Déjà deux *forges*, un arsenal, trois médecins, quatre juges exerçaient activement leur métier. Depuis lors la ville d'Iowa, née comme par enchantement, n'a fait que croître, s'étendre et s'embellir: elle ne tardera sans doute pas à occuper un rang honorable parmi les jeunes cités de l'Ouest.

Le *Créole* de St. Martinville nous accuse d'être *injustement trop susceptible*, et il ne fache tout rouge de ce que nous avons appliqué à un de ses articles l'épithète de *remarquable*! Nous aurions bien à cœur de lui dire qu'il s'est complètement mépris sur nos intentions, mais le moyen de s'expliquer avec quelqu'un qui se montre si *peu susceptible*!

Il y a cependant dans son article une erreur que nous croyons devoir relever: la personne qu'il a cru reconnaître sous les initiales A C, et que *son prédécesseur avait sertissant tancée*, n'appartient point et n'a jamais appartenu à la rédaction de l'Abeille. Les insultes qu'il nous sur ce fait n'ont donc aucune valeur.

Nous prions notre confrère de croire que nous ne nous